

Vivre en ville

Bruxelles et Montréal (XIX^e-XX^e siècles)

Serge Jaumain
et Paul-André Linteau (dir.)



P.E. Peter Lang

Vivre en ville

Bruxelles et Montréal (XIX^e-XX^e siècles)

Serge Jaumain
et Paul-André Linteau (dir.)



P.E. Peter Lang

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le danger, ce n'est pas l'intérêt que nous porte telle ou telle puissance, mais le désintérêt, l'abandon.

Un réfugié rwandais

Le pire est possible dès lors qu'on s'y résigne.

Rony Brauman

I. Une politique controversée

Le 1^{er} octobre 1990, 2 500 guérilleros du Front patriotique rwandais (FPR) basés en Ouganda où la plupart vivent en exil depuis 1959 se lancent à l'assaut du Rwanda et du régime du président Habyarimana. C'est le début de quatre années de guerre, au cours de laquelle les « faucons » du régime Habyarimana comme ceux du FPR optent clairement pour la stratégie de la tension, de la confrontation à outrance, au risque de précipiter le pays et les populations civiles dans les affres de massacres à grande échelle. Au lendemain de l'attaque, à la demande de son homologue rwandais, le président François Mitterrand se prononce pour l'envoi au pays des mille collines d'un contingent de 300 hommes afin d'assurer la protection des ressortissants et de l'ambassade. Ce faisant, le président met le doigt dans un engrenage qui conduira la France à accroître considérablement sa coopération militaire avec un régime qui n'hésite pas à exacerber le clivage dit « ethnique » et à faire du FPR, des Tutsi et de l'ensemble de l'opposition les boucs émissaires de tous les maux dont souffre le Rwanda...

Le 6 avril 1994, l'avion du président Habyarimana est abattu alors qu'il amorçait sa descente sur l'aéroport de Kigali. Cet assassinat plonge rapidement le pays dans la guerre et le chaos ; un chaos qui est « récupéré » par les extrémistes hutu pour mettre en œuvre leur « solution finale » au « problème tutsi ». C'est le temps du génocide qui dure plus de trois mois et s'achève par la victoire militaire du Front patriotique. Entre-temps, plus d'un million de personnes, des Tutsi pour la plupart, ont été assassinées...

Le « drame » vécu par les populations rwandaises n'empêche pas le Conseil de sécurité de réduire à l'état d'une force « croupion » la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR). Pendant de longues semaines, la « communauté internationale » reste passive devant des faits qu'elle a tendance à considérer comme habituels voire inhérents à l'Afrique. Ainsi, alors même qu'ils s'apprêtent à commémorer sur les plages de Normandie le cinquantième anniversaire de la victoire sur le totalitarisme nazi, les Occidentaux font mine d'oublier qu'il y a à peine un demi-siècle, c'est dans l'Europe dite « civilisée » que cette « banalisation du mal » avait atteint son absurde et terrifiant paroxysme. Tant et si bien qu'au Contre-sommet africain de Biarritz en novembre 1994, Rony Brauman pourra faire remarquer que l'attitude impassible de la « communauté internationale » devant ce « génocide en direct »¹ a confirmé que « des caméras auraient pu être placées à Ausch-

¹ R. BRAUMAN, *Devant le mal. Rwanda : un génocide en direct*, Paris : Arléa, 1994.

witz sans que le processus lui-même en [eût] été véritablement affecté. Notre savoir n'a pas changé grand chose. »²

Après trois mois de massacres pourtant, comme pour donner tort à tous ceux qui parlent de « non assistance à peuple en danger », la France – alors fort critiquée pour la politique qu'elle a menée au Rwanda depuis 1990 – prend l'initiative et annonce son intention de mener une « opération strictement humanitaire » pour mettre fin aux massacres. Cette initiative, qui prend le nom d'opération *Turquoise*, est immédiatement combattue par tous ceux qui, en France et ailleurs, soupçonnent Paris de vouloir retourner au Rwanda non pas par simple charité mais bien pour y protéger des intérêts vitaux, en d'autres mots, pour voler la victoire aux rebelles anglo-saxons du FPR, quitte à se salir les mains en collaborant avec les autorités responsables du génocide. Ainsi, alors que le gouvernement français renonce à toute idée d'interposition et n'entend intervenir qu'à des fins humanitaires, nombreux sont ceux qui estiment que l'opération *Turquoise* n'est qu'un nouvel avatar de cette politique africaine néocoloniale faite d'opérations clandestines, de clientélisme et de tant d'autres zones d'ombre.

*

Faute d'avoir perçu trop tard les évolutions géopolitiques de fond que connaît l'Afrique centrale depuis quelques années, engluée dans son *complexe de Fachoda* qui fait que tous les événements politiques majeurs en Afrique sont analysés à Paris à travers le prisme déformant du « complot anglo-saxon » visant à supplanter Belges et Français dans la région, la politique africaine de la France après la guerre froide a subi au Rwanda son premier revers. L'échec est d'envergure. Sur les collines rwandaises, la démocratisation prônée en 1990 lors du sommet franco-africain de La Baule s'est achevée dans le sang. Après quatre années de guerre, le Rwanda est dévasté, son économie ravagée, plus d'un million de Rwandais sont morts, plusieurs millions sont réfugiés dans les pays voisins, provoquant une déstabilisation durable de toute la région. La victoire du FPR est aussi un cinglant revers pour la politique africaine de la France et son dogme d'engagement sécuritaire à l'égard des « régimes amis » : un mouvement rebelle, hostile à la France, a pris le pouvoir par les armes, et ce malgré la montée en puissance dans ce pays de l'influence militaire française.

« Notre responsabilité est nulle »³, affirme François Mitterrand en passant en revue les grands dossiers de sa politique étrangère en sep-

² R. BRAUMAN, Biarritz, 9 novembre 1994. Témoignage reproduit dans *L'Afrique à Biarritz. Mise en examen de la politique française (Biarritz 8 et 9 novembre 1994)*, Paris : Agir Ici, Survie / Karthala, 1995, p. 137.

³ F. MITTERRAND, cité par F.-O. GIESBERT, « Politique étrangère : la mise au point de Mitterrand », *Le Figaro*, 9 septembre 1994.

tembre 1994. Tel n'est pourtant pas l'avis de la majorité des observateurs qui, dès 1994, faisant écho aux graves accusations formulées par le FPR, expriment des propos très durs à l'égard de la France qu'ils estiment en partie responsable du génocide. Les plus virulentes de ces critiques accusent la France d'avoir soutenu « jusqu'au fond des fosses communes » le régime du président Habyarimana et vont jusqu'à parler de « complicité de génocide », voire de « génocide franco-africain »⁴.

En décembre 1998, après neuf mois d'enquête, la Mission d'information parlementaire présidée par Paul Quilès reconnaît que la France « n'a pas apprécié à sa juste valeur la dérive politique du régime rwandais » dont elle a sous-estimé le « caractère autoritaire, ethnique et raciste » et que sa coopération militaire avec le Rwanda était « trop engagée »⁵. La Mission Quilès réfute cependant catégoriquement toute responsabilité de l'État français dans le génocide : « Face à cette montée et à cette organisation de la violence et des massacres, la France n'a en aucune manière incité, encouragé, aidé ou soutenu ceux qui ont orchestré le génocide et l'ont déclenché dans les jours qui ont suivi l'attentat. »⁶

Dix ans après le génocide, tandis que divers témoignages et enquêtes commencent à éclairer d'un jour nouveau la stratégie de la tension poursuivie par les dirigeants du Front patriotique rwandais dans leur conquête du pouvoir, la polémique rebondit à la faveur de la cérémonie de commémoration officielle du 10^e anniversaire du génocide organisée à Kigali le 7 avril 2004. À cette occasion, après avoir pris acte des excuses présentées par la Belgique, les États-Unis et les Nations unies, le président rwandais, Paul Kagame, met en cause l'absence de contribution des autorités françaises qu'il accuse, en les « regardant dans les yeux », d'avoir « sciemment entraîné et armé les soldats et les miliciens qui allaient commettre un génocide, alors même qu'ils savaient qu'ils préparaient ce génocide ». Face aux caméras du monde entier, l'ancien rebelle accuse les soldats français de l'opération *Turquoise* d'avoir « délibérément sauvé les tueurs sans protéger les victimes ». Tandis que le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Renaud Muselier, impas-

⁴ Cf. M. BA, *Rwanda, un génocide français*, Paris : L'Esprit frappeur, 1997 ; G. DE LA PRADELLE, *Imprescriptible. L'implication française dans le génocide tutsi portée devant les tribunaux*, Paris : Les Arènes, 2005 ; J.-P. GOUTEUX, *Un génocide secret d'État. La France et le Rwanda 1990-1997*, Paris : Éditions Sociales, 1998, et *La nuit rwandaise. L'implication française dans le dernier génocide du siècle*, Paris : Izuba / L'Esprit frappeur, 2002 ; V. KAYIMAHE, *France-Rwanda : Les coulisses du génocide. Témoignage d'un rescapé*, Paris : Dagorno / L'Esprit Frappeur, 2002 ; P. KROP, *Le génocide franco-africain. Faut-il juger les Mitterrands ?*, Paris : Lattès, 1994 ; M. SITBON, *Un génocide sur la conscience*, Paris : L'Esprit Frappeur, 1998 ; F. X. VERSCHAVE, *Complicité de génocide ? La politique de la France au Rwanda*, Paris : La Découverte, 1994.

⁵ ETR, I, Rapport, pp. 355-358.

⁶ *Ibid.*, p. 368.

sible, encaisse les coups, Paul Kagame surenchérit : « C'est criminel, et ils ont l'audace de rester là sans s'excuser. » Et assure : « Leurs menaces et leurs efforts pour nous intimider [l'enquête du juge Bruguière mettant en cause le FPR dans l'attentat du 6 avril 1994] ne nous impressionnent pas. »⁷ Le bras de fer entre Paris et Kigali est réactivé de plus belle. Et ce d'autant plus qu'en France même, diverses initiatives relancent les accusations les plus graves à l'encontre de la présence française au cœur des ténèbres rwandaises entre 1990 et 1994. En mars 2004, une Commission d'enquête citoyenne (CEC) organise une semaine de travaux et débats sur les présomptions de complicités diplomatiques, militaires et financières de la France dans le génocide au Rwanda. Les débats de la CEC sont entrecoupés de témoignages filmés de rescapés et d'auteurs du génocide mettant directement en cause la participation de militaires français au génocide⁸. Dans un pamphlet qu'il publie à la même époque, le journaliste du *Figaro*, Patrick de Saint-Exupéry, accuse par ailleurs les autorités françaises d'avoir, en connaissance de cause, fait du Rwanda « un vaste laboratoire » pour y expérimenter leur doctrine de la « guerre révolutionnaire », leur vieux rêve colonial de la « guerre totale » où les civils sont l'arme principale. « Et ce faisant, tout oublier : [leurs] blessures d'empire, [leur] « mémoire jaune » ». En d'autres mots, des soldats français auraient « formé, sur ordre, les tueurs du troisième génocide du XX^e siècle ». Ils leur auraient « donné des armes, une doctrine, un blanc-seing » et, le jour venu, les auraient « exfiltrés »⁹.

Autant d'accusations vigoureusement démenties par l'ensemble de la classe politique française qui, à l'instar des anciens Premiers ministres Balladur et Juppé, rappellent que la France fut, après le Vatican, « le premier pays à utiliser le terme de génocide pour qualifier la tragédie rwandaise »¹⁰ et qu'elle a été en fin de compte « pratiquement le seul pays à essayer de faire quelque chose » pour faire cesser les massacres et protéger les populations civiles. La France doit être « fière » de ce qui a été fait avec l'opération *Turquoise*¹¹. « Dire que l'opération *Turquoise*,

⁷ P. KAGAME, Kigali, 7 avril 2004, cité par F. FONTEMAGGI, « Kagame accuse la France en la 'regardant dans les yeux' », *Libération*, 8 avril 2004 et J.-P. RÉMY, « Dans la douleur de la commémoration du génocide, le président rwandais fustige le rôle de la France », *Le Monde*, 9 avril 2004.

⁸ L. CORET, F.-X. VERSCHAVE (dir.), *L'horreur qui nous prend au visage. L'État français et le génocide au Rwanda. Rapport de la Commission d'enquête citoyenne*, Paris : Karthala, 2005.

⁹ P. DE SAINT-EXUPÉRY, *L'inavouable. La France au Rwanda*, Paris : Les Arènes, 2004.

¹⁰ E. BALLADUR, « L'opération *Turquoise* : courage et dignité », *Le Figaro*, 23 août 2004.

¹¹ A. JUPPÉ, cité dans « Paris répond au président Kagame », *Le Monde*, 9 avril 2004.

sous couvert d'un dispositif humanitaire, était destinée à permettre à des criminels de fuir leur pays est une ignominie. »¹²

II. Axes de la recherche et structuration de l'ouvrage

Dans ce contexte, cet ouvrage se veut une analyse approfondie de la politique menée par la France au pays des mille collines entre le 1^{er} octobre 1990 (attaque du FPR) et le 22 août 1994 (retrait du Rwanda des derniers soldats français de l'opération *Turquoise*). Ce faisant, il entend dresser le bilan de quatre années de présence militaire française au Rwanda. Dans cette perspective, il s'efforce de décrire les multiples aspects de la politique de la carotte (coopération militaire) et du bâton (pressions diplomatiques) menée par les autorités françaises à l'égard du régime du président Habyarimana. Il s'attache également à dépeindre les différents volets des interventions françaises et de la coopération militaire franco-rwandaise.

Au-delà de la description des différentes interventions menées par la France au Rwanda (*Noroît*, *Amaryllis* et *Turquoise*), le propos de cet ouvrage sera surtout consacré à l'analyse, la compréhension et l'explication du processus de prise de décision ayant conduit le président Mitterrand à engager à diverses reprises les forces armées françaises au Rwanda. Il entend ainsi départager ceux qui, envers et contre tous, défendent la politique de la France en mettant en avant les intentions initiales du président Mitterrand, le bilan humanitaire de l'opération *Turquoise* et le refus des autorités françaises de tolérer plus longtemps l'inacceptable, et ceux qui la condamnent et évoquent une « complicité de génocide » avec les extrémistes hutu. De toute évidence, entre les conclusions de la Mission d'information et celles de la CEC, de Patrick de Saint-Exupéry, de Colette Braeckman ou de Jean-Paul Gouteux, les divergences d'analyse sont d'envergure. Qu'en est-il exactement ? Quelles étaient les motivations réelles de la présence française au Rwanda ? Enfin, au-delà du constat d'échec de cette politique rwandaise, quels ont été les facteurs ayant contribué à ruiner les effets de la politique prônée par François Mitterrand ? C'est à ces multiples questions que cette étude s'efforce de répondre.

En dépit de toutes ses errances, la politique rwandaise de la France n'est pas totalement désincarnée du contexte dans lequel elle intervient. Dans cette perspective, une large place est consacrée à l'étude du conflit et du génocide au Rwanda. Notre propos ne sera pas d'en retracer de la manière la plus complète les multiples méandres. D'autres s'y sont attelés, parfois de manière partielle et sectaire¹³, souvent de manière

¹² E. BALLADUR, « L'opération *Turquoise* : courage et dignité », *op. cit.*

¹³ Cf. à ce propos les réflexions de Claudine Vidal sur le terrorisme intellectuel qui conduit les tenants d'une histoire figée du génocide à multiplier les attaques *ad ho-*

partielle. Au lendemain du génocide, la plupart des ouvrages publiés manquaient du recul indispensable à toute analyse scientifique distante des passions du moment et ont présenté une vision quelque peu manichéenne des événements qui faisait reposer tout le poids de la tragédie sur les seuls extrémistes hutu face aux « chevaliers blancs » du FPR. Depuis lors, un certain nombre de travaux et de témoignages ont levé le voile sur la stratégie des dirigeants du Front patriotique et montré combien les extrémistes hutu n'avaient malheureusement pas le monopole du cynisme et du mépris pour la vie humaine. Que l'on ne se méprenne cependant pas. Il ne s'agit nullement de minimiser le génocide subi par les Tutsi au Rwanda au printemps 1994, ni même de renvoyer dos à dos les génocidaires du « Hutu Power » et le régime autoritaire de Paul Kagame. On ne peut cependant comprendre et analyser la politique menée par la France sans avoir à l'esprit la complexité du conflit rwandais, en ce compris les aspects les plus cyniques de la stratégie de conquête du pouvoir du FPR.

Précisons enfin que cette analyse des conflits rwandais se limitera à la période 1990-1994. Aussi, ne seront pas évoquées les suites du génocide, l'histoire du Rwanda post-génocide¹⁴, ni le troisième conflit rwandais qui a opposé après 1994 les reliquats des anciennes Forces armées et milices rwandaises réfugiées au Kivu au nouveau régime et à l'Armée patriotique rwandaises (APR)¹⁵. De même, cette réflexion sur la politique étrangère de la France dans le conflit rwandais se limitera à cette même période et n'abordera pas l'évolution des relations bilatérales franco-rwandaises après août 1994. Les multiples déclarations illustrant cette évolution des relations entre Paris et Kigali après le génocide ne seront utilisées que dans la mesure où celles-ci permettent de mettre en perspective et de comprendre l'un ou l'autre aspect de la politique française entre 1990 et 1994.

minem à l'encontre de « ceux qui mettent en cause la politique passée et présente du FPR ». C. VIDAL, « Préface », in A. RUZIBIZA, *Rwanda. L'Histoire secrète*, Paris : Panama, 2005, pp. 53-54, « Un climat années cinquante en France : controverses publiques sur la guerre civile et le génocide au Rwanda », communication faite lors de la conférence *Terreur au Rwanda : les enjeux d'une controverse : l'histoire officielle et l'histoire secrète du Rwanda (1990-1994)*, Paris : IEP, Master de recherche des relations internationales / Center for Peace and Human Security, 8 février 2006 et « Un livre important et contestable », *Le Monde*, 8 décembre 2005.

¹⁴ Cf. à ce propos R. BRAUMAN, S. SMITH, C. VIDAL, « Politique de terreur et privilège d'impunité au Rwanda », *Esprit*, n° 8, 2000, pp. 147-161 ; F. REYNTJENS, « Rwanda, Ten Years On : From Genocide to Dictatorship », *African Affairs*, vol. CIII, 2004, pp. 177-210 ; V. ROSOUX, « Modèle théorique. La paix au Rwanda : invraisemblable pari ? », *Revue de prévention et de règlement des différends*, vol. II, n° 2, 2004, pp. 19-37 ; C. VIDAL, « Les commémorations du génocide au Rwanda », *Les Temps modernes*, n° 613, 2001, pp. 1-46.

¹⁵ Cf. O. LANOTTE, *Guerres sans frontières en République démocratique du Congo. De Joseph Désiré Mobutu à Joseph Kabila*, Bruxelles : Complexe / GRIP, 2003.

*

Située à la confluence des champs d'études que sont les conflits en Afrique et les relations internationales, cette recherche se veut par ailleurs une contribution à l'étude de la politique étrangère (*Foreign Policy*) des États, et plus particulièrement au processus de prise de décision en politique étrangère. À cet égard, elle recourt à diverses approches théoriques de la décision en politique étrangère, à commencer par l'approche des « traditionalistes-réalistes » qui considèrent que la politique étrangère des États est avant tout pragmatique. Pour le courant réaliste, les prises de décision en politique étrangère s'expliquent essentiellement par leur finalité. « De ce point de vue, comprendre une décision de politique étrangère consiste à mettre à nu l'intérêt national qui a inspiré la dite décision. »¹⁶ Selon l'expression classique de Hans Morgenthau, cette notion d'intérêt national recouvre la « recherche de la puissance ». En d'autres termes, la politique étrangère s'explique essentiellement par les objectifs sécuritaires (militaires), économiques, de sauvegarde ou de promotion de certaines valeurs.

L'intérêt national peut également être identifié en termes de « réputation ». Autrement dit, une décision politique peut être prise dans une crise particulière, sans que le décideur n'y perçoive un quelconque intérêt direct, uniquement dans le but de préserver la crédibilité du pays sur la scène internationale, tant auprès des partenaires et alliés que vis-à-vis des adversaires. Cette dernière acception de la notion d'intérêt national recoupe en partie les concepts d'« objectif de milieu » et de « rôle » développés respectivement par Arnold Wolfers et Kal Holsti. Wolfers propose ainsi de distinguer parmi les intérêts nationaux des États les « objectifs de possession » (intérêts nationaux directs) et les « objectifs de milieu » (intérêts à faire passer sur la scène internationale une particularité du rôle de l'État)¹⁷. Il précise cependant que « les buts de milieu ne sont souvent que des moyens ou des étapes intermédiaires au service de buts de possession »¹⁸. De son côté, Holsti définit le « rôle » comme « la ligne de conduite diplomatique générale issue de l'idée que l'élite dirigeante d'un État se fait de la place que cet État occupe ou pourrait occuper dans le système international global ou régional »¹⁹. Il envisage à cet égard différents types de rôles : leader régional, défenseur de certaines valeurs (la France « patrie des droits de l'Homme ») ou d'une idéologie donnée (la diplomatie du « devoir

¹⁶ J. BARRÉA, *Théories des relations internationales*, 2^e éd., Louvain-la-Neuve : Ciaco, 1991, p. 21.

¹⁷ A. WOLFERS, *Discord and Collaboration. Essays on International Politics*, Baltimore : John Hopkins Press, 1962, pp. 73-74.

¹⁸ *Ibid.*, p. 4.

¹⁹ J. BARRÉA, *Théories des relations internationales*, *op. cit.*, p. 46.

d'ingérence » à la fin du second septennat de François Mitterrand), de l'allié fidèle ou au contraire indépendant, du « protecteur » et/ou « gendarme » universel (les États-Unis pendant la guerre froide) ou régional (la France à l'égard de l'Afrique pendant la guerre froide), etc.²⁰ Ce rôle, explique Jean Barréa, « peut exercer une pression contraignante sur le décideur ; dans ce cas, il cesse d'insuffler dans le processus décisionnel un air de liberté »²¹. Pour Jean-Baptiste Duroselle, les décisions qui en résultent sont dès lors exclusivement dictées par les causes et l'on peut parler de « décisions contraintes ». Par contre, dans certains cas, lorsque le rôle n'est plus perçu comme une contrainte et un impératif, mais au contraire comme un choix librement posé, les décisions qui en résultent sont guidées par les fins et s'apparentent à des « décisions gratuites » dont l'objectif est de faciliter la poursuite des objectifs en montrant l'exemple, dans l'espoir d'être suivi par d'autres²².

Cette réflexion sur la prise de décision aura par ailleurs recours au schéma d'analyse de « l'Aval » proposé par Duroselle²³, autrement dit à ses travaux sur le processus d'exécution de la décision, et dont il s'agit de percevoir « non seulement la machine bien huilée, mais aussi les grincements, c'est-à-dire les désobéissances, les ordres mal compris, les erreurs d'exécution, les absences d'initiatives, bref tout ce qui est humain dans la conduite de l'organisme énorme et complexe qu'est l'État-Nation »²⁴. L'apport de ce schéma sur la mise en œuvre et le suivi de la décision est d'autant plus pertinent qu'il s'intéresse aux « réactions de la machine [décisionnelle] sur elle-même qui, par le contrôle qu'elle exerce sur elle-même est sans cesse en mesure d'ajuster son tir »²⁵, afin d'atteindre au mieux les finalités de la décision.

L'explication par la finalité n'est pas la seule approche permettant de comprendre la prise de décision en politique étrangère. Les approches dites « scientifiques » qui situent l'explication de la décision au niveau des causes objectives (les forces) et subjectives (les images) sont tout aussi intéressantes pour notre réflexion sur les prises de décision du président Mitterrand dans le conflit rwandais. Nous aurons ainsi recours à l'approche de type sociologique formulée par James Rosenau qui identifie cinq paradigmes indépendants susceptibles d'intervenir selon

²⁰ K.-J. HOLSTI, *International Politics, a Framework for Analysis*, Englewood Cliffs (N.J.) : Prentice Hall, 1972.

²¹ J. BARRÉA, *Théories des relations internationales*, op. cit., p. 46.

²² J.-B. DUROSELLE, « L'homme d'État », in P. RENOUVIN, J.-B. DUROSELLE, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, 4^e éd., Paris : Armand Colin, 1991, pp. 412-428.

²³ Cf. J.-B. DUROSELLE, *Tout empire périra : une vision théorique des relations internationales*, Paris : La Sorbonne, 1981, pp. 126-128.

²⁴ *Ibid.*, p. 128.

²⁵ *Ibid.*

leur poids spécifique dans l'explication causale d'une décision de politique étrangère, à savoir les variables individuelle (personnalité du décideur), gouvernementale (rôle), bureaucratique (environnement institutionnel), sociétale (poids de certains groupes ou lobbies) et systémique (particularités du système international)²⁶.

Tout aussi éclairante pour notre réflexion peut être l'approche de type cognitive basée sur les concepts d'image et de prisme des attitudes. Le schéma cognitif explique la prise de décision en politique étrangère par la perception que le décideur se fait de la réalité, autrement dit, par l'environnement mental du décideur. Cette perception de la réalité objective est influencée par un certain nombre de prismes déformants propres au décideur tels que l'idéologie, les préjugés et stéréotypes culturels, les clichés historiques (poids du passé), les prédispositions personnelles, etc. Tant et si bien que « plus le prisme des attitudes fonctionne comme une lentille déformante, plus la décision est prise sur la base non pas des faits eux-mêmes, mais de l'idée – l'image – que le décideur s'en est faite »²⁷, et ce avec tous les risques d'erreur tactique ou stratégique susceptibles d'en découler. Robert Jervis a ainsi montré que l'une des sources les plus courantes d'erreurs de perception tient au poids excessif de l'expérience vécue²⁸.

L'approche institutionnelle ou bureaucratique développée par Graham Allison et Morton Halperin n'est pas non plus à négliger. Cette approche se base sur le principe selon lequel une multiplicité d'acteurs sont amenés à jouer un rôle dans l'élaboration de la politique étrangère d'un État²⁹. Cette multiplicité d'acteurs engendre une concurrence et fait que « dans sa forme extrême, la décision en politique étrangère résulte d'un marchandage », d'un compromis, entre les différentes branches de l'administration et du gouvernement. Aussi, la décision prise résulterait davantage de « la logique des buts et des moyens recherchés par chacune des organisations dans la lutte institutionnelle »³⁰, avec ses « gagnants » et ses « perdants », que d'une analyse rationnelle des coûts et bénéfiques des différentes alternatives en concurrence.

*

²⁶ J. ROSENAU, *The Scientific Study of Foreign Policy*, New York: Pinter & Nichols, 1980, pp. 115-169.

²⁷ J. BARRÉA, *Théories des relations internationales*, op. cit., p. 40.

²⁸ R. JERVIS, *Perceptions and Misperceptions in International Politics*, Princeton (N.J.): Princeton University Press, 1976.

²⁹ Cf. G. ALLISON, *Essence of Decision*, Boston : Little Brown, 1971 ; M. HALPERIN, *Bureaucratic Politics and Foreign Policy*, Washington DC : Brookings Institution, 1974.

³⁰ C.-P. DAVID, *Au sein de la Maison Blanche. La formulation de la politique étrangère des États-Unis de Truman à Clinton*, Québec : Presses de l'Université de Laval, 1994, p. 11.

Notre réflexion sur la prise de décision en politique étrangère s'attachera enfin à poser un regard critique sur la politique de la France au Rwanda. En ce sens, la principale difficulté consistera à éviter tant que possible de se limiter à une « critique par référence aux résultats de l'action » qui, pour reprendre les mots de Raymond Aron ou de Hubert Védérine, bénéficiant du recul, s'attache à reconstruire des « ensembles significatifs dans lesquels s'insère une conduite détachée des buts visés par l'acteur »³¹ et conduit ainsi inmanquablement à tomber dans le confort de l'interprétation³² *a posteriori* et dans le piège de l'anachronisme, « ce suborneur de la mémoire, ce maquilleur de témoignages »³³. Notre démarche critique s'efforcera au contraire de prendre appui sur celle esquissée par Raymond Aron dans son analyse de la politique étrangère des États-Unis, la « critique diplomatique », et qui conduit le chercheur à se pencher sur trois dimensions :

- 1/ *une dimension de rationalité finale* : le but étant connu ou supposé, les moyens employés ont-ils été efficaces ? Était-il raisonnable de les tenir à l'avance pour efficaces ?
- 2/ *une dimension d'analyse du possible* : l'acteur aurait-il pu choisir d'autres buts ou d'autres moyens, étant donné les pressions auxquelles il était soumis ?
- 3/ *une dimension morale ou politique* : était-il légitime selon la coutume, le droit international ou la moralité, de se donner de tels buts ou d'employer de tels moyens ?³⁴

*

La première partie s'intéresse au premier conflit rwandais et à la politique française au Rwanda jusqu'au génocide. Après un rapide survol de l'histoire du Rwanda avant 1990 (chapitre 1), le chapitre 2 s'efforcera de retracer les différentes étapes du conflit depuis l'attaque du FPR en octobre 1990 jusqu'à la conclusion des accords d'Arusha le 4 août 1994. Nous nous efforcerons par ailleurs d'analyser la période de transition qui suit la conclusion d'Arusha et qui voit le Rwanda sombrer peu à peu

³¹ R. ARON, « Récit, analyse, interprétation, explication : critique de quelques problèmes de la connaissance historique », *Archives européennes de sociologie*, vol. XV, n° 2, 1974, p. 106.

³² Ainsi que l'a écrit Raymond Aron, « ou bien on s'efforce d'interpréter terme à terme, et l'on se heurte à des impossibilités ; ou bien on se contente d'interpréter en gros l'ensemble, et l'on n'apporte guère d'intelligibilité. » La démarche interprétative n'est dès lors légitime qu'à « condition de ne pas s'écarter exagérément du récit, de l'analyse de la conjoncture et des motivations des acteurs, telles que l'étude des paroles et des conduites permet de les reconstituer ». R. ARON, « Récit, analyse, interprétation, explication », *op. cit.*, pp. 75-76, 91.

³³ H. VÉDRINE, *Les mondes de François Mitterrand. À l'Élysée 1981-1995*, Paris : Fayard, 1996, p. 10.

³⁴ R. ARON, « Récit, analyse, interprétation, explication », *op. cit.*, p. 97.

dans la peur et dans le spectre de la reprise de la guerre, et ce en dépit du déploiement de la force des Nations unies. Le chapitre 3 sera enfin consacré à la description et à l'analyse de la politique étrangère de la France à l'égard du Rwanda tout au long de cette période, depuis le déclenchement de l'opération *Noroît* en octobre 1990 jusqu'à la veille du génocide. Il s'agira d'une part de décrypter les multiples aspects de la « politique de la carotte et du bâton », autrement dit les volets militaire et politico-diplomatique, d'autre part de comprendre et d'analyser les facteurs qui ont conduit au déséquilibre et à l'échec de cette politique.

La seconde partie sera quant à elle consacrée au génocide. Le chapitre 4 s'attachera à retracer les grandes lignes de l'histoire du Rwanda au printemps 1994, de l'attentat du 6 avril à la victoire militaire du FPR le 17 juillet en passant par la mise en œuvre du projet d'extermination des Tutsi et des Hutu démocrates par les extrémistes hutu. Après avoir consacré de nombreuses pages au génocide lui-même (stratégie, acteurs, causes, bilan), nous nous pencherons sur la stratégie suivie par le FPR pendant le génocide pour s'emparer du pouvoir à Kigali. Notre cinquième et dernier chapitre enfin s'attachera à décrypter la politique menée par la France pendant le génocide. Après avoir analysé les différents aspects de cette politique au cours des dix premières semaines du génocide – évacuation des expatriés (opération *Amaryllis*), maintien dans le plus grand secret de militaires français aux côtés des FAR, recherche d'un improbable cessez-le-feu, diplomatie en faveur d'un renforcement de la MINUAR – nous aborderons l'opération *Turquoise*, le processus de décision ayant conduit à son déclenchement, ses aspects juridiques, son dispositif, son déroulement, les réactions qu'elle suscita, et surtout, les différentes thèses circulant quant à ses motivations. Nous nous efforcerons à cet égard de faire le point sur les multiples accusations de « complicité de génocide » lancées en 2004 à l'encontre de soldats français de l'opération *Turquoise*.

III. Sources

À la différence des spécialistes de l'Antiquité ou des historiens du Moyen Âge pour qui la difficulté est de trouver suffisamment de sources sur lesquelles travailler, les chercheurs dont le champ d'étude est la période contemporaine – « l'histoire du temps présent » – sont confrontés à une pléthore de sources. La contrepartie de cette abondance est que si le chercheur ne prend pas garde à éviter d'être submergé par la prolifération des archives et de l'information écrite, prolifération qui suit une courbe exponentielle depuis l'apparition d'Internet, il court le risque d'être incapable « d'écrire l'histoire ». Comme le faisait remarquer judicieusement Henri Kissinger en 1979 :

Si un historien aux références impeccables et à l'objectivité indiscutable avait à sa disposition la totalité des millions de documents relatifs à

n'importe quelle période moderne de quatre ans, il aurait beaucoup de peine à savoir par quel bout commencer. Les archives écrites, par leur volume même, obscurciraient autant qu'elles éclaireraient sa démarche ; elles ne lui apporteraient aucun critère lui permettant de déterminer quels sont les documents destinés à fournir un alibi et quels sont ceux qui ont véritablement guidé les décisions, ceux qui traduisent une participation réelle et ceux qui ont été établis dans l'ignorance des événements cruciaux.³⁵

Cette remarque de l'ancien secrétaire d'État américain rencontre un écho évident chez le chercheur qui s'attache à étudier la politique de la France dans les conflits rwandais. L'implication de multiples acteurs internes et externes est à l'origine de très nombreuses archives officielles, pour l'essentiel encore classifiées. Par ailleurs, depuis 1994 la littérature (scientifique ou non) consacrée au Rwanda a littéralement explosé. Tandis que le Rwanda était jusque-là le « domaine réservé » d'une poignée de spécialistes, le choc causé en 1994 par le massacre d'un million de personnes en quelques semaines sans que la « communauté internationale » ne s'en émeuve outre mesure a nourri d'une part le besoin de certains de témoigner sur le génocide ou de mettre en lumière certains de ses méandres, d'autre part l'accroissement de l'intérêt pour la région des Grands Lacs, et dès lors l'émergence d'un espace, d'un « marché », devant lequel les éditeurs ne sont pas restés insensibles. Au cours des douze dernières années, plusieurs centaines de milliers de pages ont ainsi été noircies par des centaines de journalistes, chercheurs de diverses disciplines (politologues, anthropologues, sociologues, juristes, philosophes,...), acteurs et témoins (politiques, diplomates, militaires, Casques bleus, humanitaires,...), responsables présumés ou survivants du génocide, essayistes, romanciers, scénaristes et auteurs de bandes dessinées, qui se sont efforcés d'apporter qui leur témoignage sur la tragédie rwandaise, qui leur théorie sur l'attentat du 6 avril 1994, qui leur explication des facteurs ayant conduit au génocide, qui encore leur éclairage sur l'attitude de la « communauté internationale », sur l'échec de la MINUAR, sur les « responsabilités » françaises ou sur la « face cachée » du Front patriotique rwandais.

Le chercheur en relations internationales qui se penche sur le rôle de la France au Rwanda « dispose » dès lors d'une très grande variété de sources. Aux sources primaires – parmi lesquelles il distinguera essentiellement les documents officiels et déclarations de politiques étrangères, et les témoignages publiés par certains acteurs – s'ajoutent les sources secondaires telles que monographies (scientifiques ou de vulgarisation), articles de revues spécialisées, articles de presse et rapports d'organisations non gouvernementales. S'ajoutent enfin les entretiens

³⁵ H. KISSINGER, *À la Maison Blanche*, Paris : Fayard, 1979, pp. X-XI.

complémentaires qu'il peut mener avec un certain nombre de témoins et d'acteurs.

Documents officiels

Les faits et les politiques sur lesquels se portent notre investigation étant récents, les sources officielles accessibles sont essentiellement celles qui avaient un caractère public lors de leur rédaction : débats parlementaires, déclarations et communiqués officiels, points de presse, discours aux Nations unies, etc. On soulignera ici l'intérêt tout particulier du corpus de base des déclarations de politique étrangère des autorités françaises³⁶ pour la période 1990-1994 collectées sur *France Diplomatie*, le site Internet du ministère des Affaires étrangères. Si l'analyse de ce corpus permet de retracer aisément les évolutions du discours officiel de la France à l'égard des conflits rwandais, il importe cependant de ne pas perdre de vue que ces déclarations constituent en partie « une manifestation à usage externe d'une intention qui ne correspond pas toujours au comportement effectivement adopté sur le terrain »³⁷. Il ne peut dès lors être « question de prendre ces déclarations au pied de la lettre, mais, comme l'explique Valérie Rosoux, de les mettre en perspective »³⁸, d'une part en les confrontant avec les faits objectifs, d'autre part en les mettant en parallèle avec le discours et les témoignages d'autres acteurs de la crise rwandaise.

Nous avons également eu recours aux nombreux textes produits par l'Organisation des Nations unies³⁹. Ces documents sont avant tout une source de renseignements sur les activités de l'Organisation et la position des États membres. Ils sont à cet égard un matériau de base intéressant pour l'analyse de la frilosité avec laquelle la « communauté internationale » s'est engagée au Rwanda. Il ne faut cependant pas perdre de vue que les déclarations et prises de positions des États membres du Conseil de sécurité lors des séances publiques ne sont généralement que la partie émergée de l'iceberg, l'essentiel des tractations se faisant lors

³⁶ Président de la République, Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, ministre de la Coopération, ministre délégué à l'Action humanitaire, ministre de la Défense, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

³⁷ V. ROSOUX, *Les usages de la mémoire dans les relations internationales. Le recours au passé dans la politique étrangère de la France à l'égard de l'Allemagne et de l'Algérie de 1962 à nos jours*, Bruxelles : Bruylant, 2001, p. 19.

³⁸ *Ibid.*, pp. 19-20.

³⁹ Résolutions adoptées par le Conseil de sécurité, rapports du secrétaire général sur l'application de ces mêmes résolutions, procès-verbaux des réunions publiques du Conseil de sécurité, déclarations du président du Conseil de sécurité, courriers échangés entre le secrétaire général et le président du Conseil, rapports sur la situation des droits de l'Homme, travaux du Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha, etc.

des séances à huis clos⁴⁰. En outre, comme l'ont souligné un certain nombre d'acteurs et d'observateurs de la politique étrangère, les archives ne révèlent pas tout et sont souvent « empreintes de subjectivité reconstructrice »⁴¹. En 1979, Henri Kissinger expliquait ainsi que :

Les dossiers officiels de notre époque ne nous révèlent pas nécessairement quelles décisions furent prises par voie secrète doublant les voies officielles, ni quelles affaires furent traitées oralement sans jamais laisser de traces dans les archives. Il arrive souvent que les comptes rendus rédigés par ceux qui participent à des discussions ne soient que des tentatives de se justifier *a posteriori* (Dean Acheson a dit qu'il n'avait lu de compte rendu de discussion où l'auteur ne se taille la part du lion). [...] La tendance actuelle à la divulgation abusive et généralisée fait que la quasi-totalité des documents sont rédigés dans un souci d'auto-justification. Ce que gagne le journaliste, l'historien le perd.⁴²

Une tendance qui s'explique tant par la méfiance et la crainte de fuites à destination de la presse que par la volonté de se donner le beau rôle pour les historiens qui auront la possibilité d'accéder aux archives.

Ce qui est vrai pour les États-Unis l'est également pour la V^e République où, écrit Samy Cohen, « la part du non écrit est importante. Bon nombre de décisions se prennent par communication orale, par des arrangements personnels. Le nombre des problèmes résolus par téléphone ou en tête-à-tête entre les plus hauts responsables de l'État ne cesse de s'accroître. »⁴³ Ainsi les *verbatim* des Conseils restreints au cours desquels le gouvernement français a décidé de déclencher les opérations *Amaryllis* (avril) et *Turquoise* (juin) publiés par Pierre Péan ne donnent qu'une idée extrêmement partielle et lapidaire de la position des différents acteurs dans le processus de ces prises de décision⁴⁴.

*

⁴⁰ Cf. M. LIÉGEOIS, *Maintien de la paix et diplomatie coercitive. L'Organisation des Nations unies à l'épreuve des conflits de l'après-guerre froide*, Bruxelles : Bruylant, 2003, pp. 71-73.

⁴¹ R. FRANK, « La mémoire et l'histoire », in D. VOLDMAN (dir.), *La bouche de la vérité ? La recherche historique et les sources orales*, Paris : CNRS, « Cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent », n° 21, 1992, p. 65. Comme le souligne Samy Cohen, « le diplomate qui écrit à son ministre ne dit pas forcément tout, il dissimule, exagère ou diminue l'importance de certains faits. » S. COHEN, « Modèles conceptuels et méthodes d'enquêtes », in D. PESCHANSKI, M. POLLAK, H. ROUSSO (dir.), *Histoire politique et sciences sociales*, Paris : CNRS, « Cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent », n° 18, 1991, p. 53.

⁴² H. KISSINGER, *À la Maison Blanche*, *op. cit.*, pp. X-XI.

⁴³ S. COHEN, « Modèles conceptuels et méthodes d'enquêtes », *op. cit.*, p. 52.

⁴⁴ P. PÉAN, *Noires fureurs, blancs menteurs. Rwanda 1990-1994*, Paris : Mille et Une Nuits, 2005.

Les multiples polémiques survenues depuis 1994 sur l'attitude adoptée par certains acteurs externes avant et pendant le génocide ont été à l'origine de différentes commissions d'enquête⁴⁵. Parmi les divers rapports qui en ont résulté, ceux du Sénat de Belgique et de l'Assemblée nationale française ont fait l'objet d'une attention toute particulière de notre part⁴⁶. Bien que les auditions publiques n'ont guère livré d'informations nouvelles – il faut souligner à cet égard le manque de pugnacité des parlementaires face aux discours convenus des autorités entendues, et ce particulièrement chez les députés français, « plus préoccupés, pour reprendre les mots de José Kagabo, par la défense de l'image de la France que par la découverte de la vérité »⁴⁷ ou des « responsabilités » des uns et des autres –, ces deux rapports s'avèrent néanmoins des sources intéressantes. Et ce autant par ce qu'ils disent des conflits rwandais et des stratégies belges et françaises ou par les documents déclassifiés figurant en annexes que par les silences qui planent sur certains des aspects les plus controversés du dossier⁴⁸. Les documents déclassifiés publiés en annexes du rapport de la Mission d'information de l'Assemblée nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise (1990-1994)*, sont à cet égard souvent plus intéressants que le rapport en lui-même, lequel, s'il se montre critique et reconnaît diverses « erreurs d'appréciation », réfute cependant toute responsabilité de l'État français. À se demander si, comme le suggère François-Xavier Verschave, pen-

⁴⁵ Commission d'enquête Rwanda du Sénat de Belgique, Mission d'information de l'Assemblée nationale française, Groupe d'étude sur la coopération suisse au Rwanda du Département fédéral des Affaires étrangères, Groupe international d'éminentes personnalités de l'Organisation de l'unité africaine, Independent Inquiry into the Actions of the United Nations during the 1994 Genocide in Rwanda.

⁴⁶ Pour une critique des travaux de la Mission d'information, cf. M. LE PAPE, « Les engagements français au Rwanda. Au sujet des auditions publiques de la mission parlementaire », *Politique africaine*, vol. XVIII, n° 71, 1998, pp. 172-179, « Le Rwanda au Parlement. Une enquête sur la tragédie rwandaise », *Esprit*, n° 5, 1999, pp. 81-92 et « Vérités et controverses sur le génocide des Rwandais tutsis. Les rapports (Belgique, France, ONU) », in M. LE PAPE, J. SIMÉANT, C. VIDAL (dir.), *Crises extrêmes. Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides*, Paris : La Découverte, 2006, pp. 103-118 ; A.-S. MILLET, « Le rapport de la Mission d'information sur les opérations militaires menées par la France, d'autres pays et l'ONU au Rwanda entre 1990 et 1994 », *Arès*, vol. XVII, n° 43, 1999, pp. 11-31 ; F.-X. VERSHAVE, « Une Mission sous haute surveillance », in *Observatoire permanent de la Coopération française. Rapport 1999*, Paris : Karthala, 1999 ; J.-C. WILLAME, « Le génocide rwandais et la 'communauté internationale'. Réflexions sur les commissions parlementaires en Belgique et en France », in O. LANOTTE, C. ROOSENS, C. CLÉMENT (dir.), *La Belgique et l'Afrique centrale de 1960 à nos jours*, Bruxelles : Complexe / GRIP, 2000, pp. 259-271.

⁴⁷ J. KAGABO, cité par *Liaison-Rwanda*, mai 1998.

⁴⁸ Le rôle joué par l'Église et le roi Baudouin, la coopération militaire belgo-rwandaise entre 1990 et 1994 dans le cas du rapport du Sénat belge, la formation des *interahamwe*, les livraisons d'armes aux FAR et la présence militaire française au Rwanda pendant le génocide, pour ce qui est du rapport de l'Assemblée nationale française.

dant que certains députés s'efforçaient de contenir les conclusions du rapport, d'autres n'ont pas eu le loisir de « charger les annexes »⁴⁹.

Le chercheur ne doit cependant pas trop se leurrer sur l'authenticité de la transparence affichée par la Mission d'information. Comme l'a souligné Henri Kissinger, « on peut prouver à peu près n'importe quoi par la présentation sélective de documents »⁵⁰. En effet, outre le fait que les archives n'ont été déclassifiées que très partiellement, il apparaît à la lecture du rapport et des comptes rendus d'auditions que le souci de transparence dont a fait montre la Mission s'évaporait dès lors qu'étaient abordés les aspects les plus sensibles de la présence française au Rwanda. Ainsi par exemple, en ce qui concerne l'affaire Bisesero (cf. chapitre 5), on constate que les comptes rendus d'opération, les messages de « Diego », les réponses données par les différents acteurs présents sur place lors des auditions n'ont pas été rendus publics et demeurent couverts par le « secret défense ».⁵¹ Les limites des travaux de la Mission Quilès apparaissent par ailleurs au travers du huis clos imposé pour de nombreuses auditions, notamment celles concernant les militaires, et du choix des personnalités auditionnées. On ne peut que s'étonner en effet de la non comparution d'un certain nombre d'acteurs et de témoins tels que Paul Barril, Jean-François Bayart, Dominique de Villepin, Bernard Kouchner, Dominique Pin, Thérèse Pujolle, Jean-Christophe Rufin, ou de certains officiers et sous-officiers subalternes des opérations *Noroît*, *Amaryllis* et *Turquoise*.

Pour le reste, en dehors de quelques documents officiels ayant fait l'objet de « fuites »⁵², ou découverts dans les ruines de Kigali après le génocide⁵³, la règle de la période de latence de 30 ou 60 ans⁵⁴ qui ferme l'accès aux archives des principaux lieux de pouvoir concernés (Élysée, Matignon, ministères des Affaires étrangères, de la Défense et de la

⁴⁹ F.-X. VERSCHAVE, « Une Mission sous haute surveillance », *op. cit.*, p. 190.

⁵⁰ H. KISSINGER, *À la Maison Blanche*, *op. cit.*, pp. X-XI.

⁵¹ Lors de la publication du rapport, le président de la Mission d'information, l'ancien ministre de la Défense Paul Quilès, a justifié le caractère limité du travail de la Mission sur certains aspects controversés du dossier franco-rwandais (les livraisons d'armes, formation des *interahamwe*, Bisesero, etc.) – et pour lesquels le rapport utilise des formules passe-partout telles que « les accusations [...] n'ont pas été démontrées », « la Mission ne dispose pas d'éléments techniques suffisants pour apprécier la justesse des critiques émises », « rien ne vient sérieusement à l'appui de ces accusations » – en déclarant : « Nous avons mené loin nos investigations. Nous laissons à d'autres le soin de poursuivre ce travail. » P. QUILÈS, *Le Monde*, 16 décembre 1998.

⁵² Comme par exemple certains courriers diplomatiques ou les *verbatim* de certains Conseils restreints.

⁵³ Comme le rapport de mission du lieutenant-colonel Rwabalinda du 16 mai 1994.

⁵⁴ 60 ans dans le cas de « documents contenant des informations intéressant la sûreté de l'État ou la défense nationale ». Cf. Articles L213-1 et L213-2 du Code du patrimoine.

Coopération) reste de rigueur. Aussi, il ne nous a pas été permis de consulter les comptes rendus des Conseils restreints au cours desquels le Rwanda fut abordé, les notes adressées au président de la République par ses conseillers pour l'Afrique, son chef d'état-major particulier ou le ministère des Affaires étrangères, le courrier échangé par le président Mitterrand avec son homologue rwandais, la correspondance diplomatique échangée entre le Quai d'Orsay d'une part et Kigali, Kampala, Dar-es-Salam, Kinshasa, Bujumbura, Bruxelles, Washington ou New York d'autre part, les archives de la Mission militaire de Coopération, etc.

Récits, témoignages, mémoires et souvenirs

Autre source complémentaire, les *récits*, *mémoires* et *souvenirs* publiés par un certain nombre de témoins et d'acteurs. Concernant le conflit rwandais, il s'agit des *récits* de rescapés, de réfugiés ou encore d'auteurs du génocide. À ces récits, s'ajoutent les *entretiens* que des journalistes chevronnés ont conduits avec quelques-uns des acteurs directs ou indirects du conflit (Paul Kagame, Ahmedou Ould Abdallah, Aldo Ajello) ou les *mémoires* et *souvenirs* d'anciens responsables politiques et militaires des pays de la région (James Gasana, Abdul Ruzibiza, Léonidas Rusatira) et d'anciens membres de la MINUAR (Jacques-Roger Booh-Booh, Roméo Dallaire, Luc Marchal, Gilbert Ngijol). En ce qui concerne la présence française au Rwanda, il s'agit essentiellement des récits de rescapés (Vénuste Kayimahe) ou de *mémoires* et *souvenirs* publiés par certains acteurs politiques et militaires français (Édouard Balladur, Pierre-Henri Bunel, Jacques Hogard ou Hubert Védrine).

Certes, tous ces écrits participent incontestablement d'une entreprise d'auto-justification qui complique singulièrement leur interprétation. Comme l'expliquait Henri Kissinger, celui qui a été mêlé de près ou de loin à de grands événements est inévitablement tenté de se justifier *a posteriori*. « Sa perspective est affectée par le fait qu'il est lui-même concerné. Son désir d'expliquer peut se fondre avec son désir de défendre. »⁵⁵ Il n'en demeure pas moins, précise l'ancien secrétaire d'État, qu'au-delà du masque de l'intérêt personnel, ces différents témoignages fournissent un matériau intéressant pour l'analyse. Le témoignage du décideur « apporte au moins une contribution vitale à l'histoire : il sait, parmi la myriade de facteurs, ceux qui ont amené aux décisions auxquelles il a participé, il sait quels documents reflètent la réalité telle qu'il l'a perçue ; il se rappelle les points de vue qui ont été pris au sérieux, ceux qui ont été rejetés et le raisonnement qui a conduit au choix final. »⁵⁶

⁵⁵ H. KISSINGER, *À la Maison Blanche*, op. cit., pp. X-XI.

⁵⁶ *Ibid.*

Sources secondaires

Comme nous l'avons évoqué plus haut, de très nombreux articles et ouvrages ont été publiés depuis douze ans sur le génocide au Rwanda et sur la politique africaine de la France. Le caractère singulier des événements survenus entre avril et juillet 1994 – en dépit de toutes ses horreurs, et sans vouloir établir une quelconque « gradation » entre les innombrables massacres de grande ampleur qu'a connus le XX^e siècle, l'extermination des Tutsi au Rwanda figure sans conteste parmi les « génocides » les plus marquants de l'histoire des temps modernes –, et l'attitude peu glorieuse adoptée par la « communauté internationale » pendant ce huis clos, sont pour beaucoup dans ce foisonnement de la littérature francophone et anglophone.

Parmi les monographies, il faut distinguer les ouvrages de vulgarisation publiés par un certain nombre d'observateurs du Rwanda – essentiellement des journalistes ; de nombreux essais et pamphlets consacrés par des auteurs « militants » (humanitaires, journalistes, « intellectuels », activistes des droits de l'Homme, etc.) au génocide, à la politique française, à l'attitude du monde humanitaire, etc. ; des rapports d'organisations non gouvernementales (ONG) sur divers aspects des conflits rwandais et du génocide ; et des ouvrages scientifiques.

Essayer de citer tous les auteurs pertinents serait, d'une part fastidieux, d'autre part extrêmement hasardeux pour ne pas dire prétentieux. La bibliographie et les notes infrapaginales essayent de rendre à ces derniers toute la dette qui leur est due. Précisons cependant que nous avons été amenés à opérer certains choix et à délaisser les pistes les plus délirantes proposées par une frange non négligeable de la littérature grise véhiculée sur Internet par diverses associations et militants hostiles à la politique africaine de la France et qui se sont davantage distingués par leur psychologie de la conspiration, les distorsions récurrentes de la pensée, les attaques *ad hominem*, l'emploi parfois inexact de citations incomplètes ôtées de leur contexte ou le parti-pris de leurs travaux que par la justesse de leurs analyses.⁵⁷ Ces choix n'impliquent cependant pas de tomber dans l'excès inverse et d'ignorer de manière absolue les ouvrages des chefs de file de ce courant accusateur (Braeckman, de Saint-Exupéry, Gouteux ou Verschave) sur le simple motif qu'ils ne font que reprendre les « poncifs » de la propagande du Front patriotique rwandais⁵⁸, histoire, pour reprendre la boutade de Morton Kaplan à Jean-

⁵⁷ Nous pensons notamment à la revue *Maintenant* ou au Réseau Voltaire animé par Thierry Meyssan qui fut l'auteur en 2002 de *L'effroyable imposture*, un livre qui soutenait le plus sérieusement du monde que le 11 septembre 2001, aucun avion ne s'était écrasé sur le Pentagone.

⁵⁸ Pierre Péan déconseille ainsi la lecture de Patrick de Saint-Exupéry sur le simple prétexte que celui-ci ne fait que « reprendre grosso modo tous les poncifs de Survie ». P. PÉAN, *Noires fureurs, blancs menteurs*, *op. cit.*, p. 469.

Baptiste Duroselle, « d'avoir la pensée plus libre » et de « gagner du temps »⁵⁹. Dans le même ordre d'idée, il ne pouvait être question d'écarter d'emblée les travaux de Bernard Lugan ou de Pierre Péan en raison de leur idéologie ou du caractère « ethniste » voire « révisionniste » des thèses qu'ils ont pu développer.⁶⁰ Au-delà de leurs analyses et interprétations, qui toutes sont marquées par une certaine « psychologie de la conspiration » et par l'influence corrosive du parti-pris, au-delà de leur tendance à sélectionner les sources de manière unilatérale, jetant aux orties les publications susceptibles de déforer leur argumentation, tous ces auteurs ont le mérite de remettre en question certains « dogmes » du dossier rwandais : l'infaillibilité de la politique française pour les premiers, l'image de « chevalier blanc » dont bénéficie le FPR depuis 1994 et la « complicité » présumée des autorités politiques et militaires françaises avec le « Hutu Power » pour les seconds.⁶¹ Autrement dit, si l'observateur critique ne peut manquer d'être heurté par les amalgames pratiqués et par le caractère délirant de certaines interprétations, il faut reconnaître que les questions posées sont loin d'être toutes extravagantes. Il faut également souligner le fait que tous ces auteurs ont, par leurs recherches, recueilli un certain nombre de témoignages inédits que le chercheur ne saurait *a priori* méconnaître. Soulignons cependant que le fait de mentionner ou d'utiliser les travaux de ces auteurs ne signifie en aucun cas une quelconque caution de notre part aux propos et analyses qui y sont développées.

Entretiens

Afin de pallier l'inaccessibilité des archives et de combler le « silence laissé par les lacunes de l'écrit »⁶², nous avons mené une série d'entretiens exploratoires ou semi directifs croisés avec des acteurs (politiques, conseillers, militaires), des témoins (Casques bleus, rescapés, réfugiés, coopérants, habitants des lieux) et des observateurs (chercheurs, journalistes) de la tragédie rwandaise et de la politique française.

⁵⁹ M. KAPLAN, cité par J.-B. DUROSELLE, *Tout empire périra*, *op. cit.*, p. 14.

⁶⁰ Nombreux sont ceux qui considèrent ainsi Bernard Lugan comme le porte-parole « du discours révisionniste sur l'histoire coloniale française et ses prolongements contemporains » [P. BLANCHARD, N. BANCEL, « Au secours le colonialisme revient ! », *Libération*, 8 novembre 1994] ou qui reprochent à Pierre Péan et Bernard Lugan de faire écho, par leurs travaux, au discours de haine et au « bréviaire raciste » de l'idéologie de la « Révolution sociale ».

⁶¹ Comme le souligne Claudine Vidal, le principal apport des travaux de Pierre Péan est ainsi « d'avoir reconstitué les liens entre les autorités de Kigali, victorieuses, et leurs relais européens, les 'Blancs menteurs', lobby qu'il surnomme 'cabinet noir du FPR', et dont il dénonce les mensonges et les pratiques d'intimidation, montrées en actes sur des cas précis ». C. VIDAL, « Un livre important et contestable », *op. cit.*

⁶² D. PESCHANSKI, « Effets pervers », in D. VOLDMAN (dir.), *La bouche de la vérité ?*, *op. cit.*, p. 49.

Bien que jugé comme peu fiable par certains, l'entretien est une source extrêmement précieuse. Certes, la politique de la France au Rwanda fait sans conteste partie de ces « sujets très sensibles » qui ne « se prêtent pas aisément à l'étude par entretiens »⁶³, du moins en ce qui concerne les autorités ayant exercé un rôle à l'époque des faits. De plus, comme l'a montré Denis Peschanski, « le témoignage oral est porteur d'une série d'effets pervers, qui jouent les uns sur l'interviewé, les autres sur l'interviewer, et donc les uns et les autres sur l'interview à décrypter »⁶⁴. Le témoin reconstruit l'événement à sa manière, il l'extrapole, le rehiérarchise. Pour reprendre les termes de Jean-Jacques Becker, comme toutes les formes d'« archives provoquées », la source orale souffre de l'inconvénient d'avoir « été constituée plus ou moins longtemps après l'événement et [...] donc [d'être] comptable de tout ce qui a été dit ou écrit *a posteriori* »⁶⁵. Les témoins amenés à aborder le sujet miné de la politique française au Rwanda ne sont bien entendu pas épargnés par ce type de phénomènes.

De manière confidentielle ou non, les multiples entretiens croisés ont souvent été l'occasion d'obtenir des éclaircissements sur certaines prises de décision, d'approfondir, de corriger voire d'infirmer les informations récoltées, et d'entrevoir certaines pistes très fécondes quant à l'interprétation de nombreux faits. Lorsque la mémoire ne leur fait pas défaut – affection dont souffrent malheureusement nombre d'anciens responsables dès lors que l'entretien tend à aborder les aspects les plus sensibles de notre recherche – les témoins sont irremplaçables non seulement pour décrire les événements tels qu'ils se sont déroulés, mais aussi et surtout pour comprendre et analyser ces mêmes faits dans toute leur complexité. Le simple fait de « solliciter le témoin » permet dans certains cas de corriger, voire même de tordre le cou, à un certain nombre d'idées reçues sur les faits tels qu'ils se sont effectivement produits. L'exercice n'en demeure pas moins périlleux, tant le risque est grand de voir le chercheur être « subjugué par ses sources orales », succomber « aux sirènes de la mémoire des autres » et tomber « dans les pièges de leur subjectif. »⁶⁶ Pour terminer cette réflexion sur notre démarche, citons les propos très lucides de Danièle Voldman sur la recherche de sources orales :

[...] de façon plus ou moins affirmée, l'entretien est une partie de cache-cache entre l'historien et son interlocuteur. Le premier, campé sur une position d'inquisiteur, est persuadé d'être « celui qui sait », ou celui qui saura

⁶³ S. COHEN, « Modèles conceptuels et méthodes d'enquêtes », *op. cit.*, p. 53.

⁶⁴ D. PESCHANSKI, « Effets pervers », *op. cit.*, p. 46.

⁶⁵ J.-J. BECKER, « Le handicap de l'a posteriori », in *Questions à l'histoire orale*, Paris : CNRS, « Cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent », n° 4, 1987, p. 95.

⁶⁶ R. FRANK, « La mémoire et l'histoire », in D. VOLDMAN (dir.), *La bouche de la vérité ?*, *op. cit.*, p. 67.

parce que sa mission est d'établir la vérité. Le second, sommé de livrer les informations qui permettront cette opération, est souvent contraint de se réfugier sur la défensive, tant est sensible la suspicion de l'interrogateur, alors que lui-même se sent posséder la force de conviction de « celui qui a vécu ». Ainsi, tandis que la méthode concernant les documents écrits déclaratifs consiste à pratiquer un doute systématique, dont seul le croisement avec d'autres informations permet de sortir, l'historien à l'écoute de la parole-source émet un doute sur le doute, puisque deux subjectivités immédiates se conjuguent, autant pour éclairer que pour brouiller les pistes. [...] Il ne s'agit pas, pour lui, de proposer des interprétations de la parole qui lui est livrée, mais de savoir que le non-dit, l'hésitation, le silence, la redite, le lapsus, la dérive et l'association sont partie intégrante, structurante même, du discours et du récit. Car on ne saurait se désespérer ni de mensonges plus ou moins faciles à débusquer, ni de ce qui peut être pris comme des contre-vérités de la parole-source.⁶⁷

*

Les sigles CEPR et ETR régulièrement utilisés en notes infrapaginales renvoient respectivement aux travaux de la Commission d'enquête parlementaire Rwanda (CEPR) du Sénat belge et de la Mission d'information de l'Assemblée nationale, *Enquête sur la Tragédie rwandaise (1990-1994)*. Dans les deux cas, nous avons été amenés à utiliser le rapport (I), les annexes (II) et les comptes rendus d'auditions (III). En voici quelques exemples :

CEPR, I, Rapport, p. 323.

J. SWINNEN, CEPR, III, CRA Auditions, COM-R 1-21, 21 mars 1997, p. 216.

ETR, I, Rapport, p. 28.

M. DEBARGE, ETR, II/2, Auditions, 9 juin 1998.

Accord particulier d'assistance militaire, Kigali, 18 juillet 1975 ; document reproduit par ETR, II, Annexes, 2.5, pp. 81-85.

Seront par ailleurs utilisés les sigles TD (Télégramme diplomatique), CP (Conférence de presse), PP (Point de presse), PP MAE (Point de presse du porte-parole du ministère des Affaires étrangères), MAE (ministère des Affaires étrangères), DAM (direction des Affaires africaines et malgaches), RQA AN (Réponse à une question d'actualité à l'Assemblée nationale) RQE AN (Réponse à une question écrite à l'Assemblée nationale).

⁶⁷ D. VOLDMAN, « Définitions et usages », in D. VOLDMAN (dir.), *La bouche de la vérité ?*, op. cit., pp. 36-37.